



**PROCES-VERBAL
REUNION DU BUREAU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2019 A CLICHY**

B.O n° 2467

Appel nominal par la Secrétaire Générale :

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Président délégué	Jean-Jacques BEURRIER
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Christiane GUERIN
Secrétaire Général adjoint	Julien VILLE
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ

Invités :

Vice-présidents	Serge BRUNET Dominique CUPILLARD Anne Michèle MELGRANI Joël PINEAU
Chargé de mission	Denis CADON Laurent VIQUERAT

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directrice Financière	Marie LE BER (matin)
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Responsable Ressources Humaines	Christine MARC'H
Collaboratrice du Président	Valérie GICQUEL
Collaboratrice de la Secrétaire Générale	Magali TAPRET
Coordinatrice Pôle Sport	Valérie LAGUMINA

Excusés :

Vice-Présidente	Dominique LAGIER
------------------------	------------------

1. Accueil du Président

Le Président accueille les membres du Bureau pour cette dernière réunion de l'année. Il informe que la signature de la vente du 14ème étage de la Tour Essor à Pantin devrait avoir lieu avant la fin de l'année 2019. Il se dit satisfait de l'évolution de la situation financière de la Fédération et annonce que le budget devrait être à l'équilibre dès 2020. Le nombre de licences à ce jour est satisfaisant avec 280 000 licences comptabilisées et 400 000 Euros d'avance sur le budget de date à date. Les Présidents de Ligues présents lors du dernier regroupement la semaine dernière ont fait part de leur satisfaction. Si les prévisions sont atteintes, la Fédération aura réussi son pari sur le bien-fondé de la mise en place de ses réformes en seulement deux saisons. Il se félicite des efforts réalisés au sein de tous les services fédéraux qu'il remercie pour leur implication et leur productivité, avec une mention particulière pour la dernière sortie en date, l'outil Geofocus, mis en place au Département Territoires et Equipements et présenté dernièrement lors du Salon des Maires à Paris. Pour conclure, il met l'accent sur les excellentes relations avec l'Agence nationale du sport avec laquelle une confiance mutuelle a pu être établie.

Avant de passer aux points de l'ordre du jour, Christiane Guérin revient sur le procès-verbal du Comité Directeur du 27 septembre dernier soumis à la validation des membres du Comité Directeur via une consultation électronique. Cette nouvelle

démarche a été mise en place à la demande des CAC, dans un souci de plus grande efficacité et afin de permettre la mise en application rapide des décisions. Elle demande à chacun d'être vigilant aux dates limites de réponse.

2. Affaires financières

2.1 – Consommation de la CO au 28 novembre 2019

Marie Le Ber présente le détail de la consommation de la Convention d'Objectif au 28 novembre 2019, dont 91% sur la haute performance. Elle précise que la consommation à seulement 34 % du budget alloué au projet 1 de la CPO « Développement – Réseau fédéral » est due à une importante facture restant à régler sur l'application Swimming Heroes ainsi que la labellisation 18/19 non engagée à la date de la présentation (validation lors de ce bureau).

Disciplines	Budget 2019	Réalisé 2019	Ecart	% de consommation
Natation course	873 419	799 382	74 037	92%
Plongeon	282 652	271 820	10 832	96%
Natation Artistique	278 411	278 146	265	100%
Water-Polo Masculin	661 829	593 658	68 171	90%
Water-Polo Féminin	332 044	340 409	-8 365	103%
Eau Libre	362 874	364 041	-1 168	100%
PPF	2 033 968	1 914 881	119 087	94%
Primes CM	100 000	131 000	-31 000	131%
Fonctionnement Département DTN	249 400	121 578	127 822	49%
Indemnités des cadres	330 000	274 868	55 132	83%
Médical	380 075	261 533	118 542	69%
Total CO	5 884 672	5 351 317	533 354	91%
Projet 1 - Développement / Réseau fédéral	1 019 701	350 540	669 161	34%
Projet 2 - Formation HN/CTS	49 526	26 058	23 468	53%
Projet 3 - Equipements	93 166	65 526	27 640	70%
Total CPO	1 162 393	442 123	720 270	38%

2.2 - Point sur les licences et affiliations définitives de la saison 2018/2019

Laurent Ciubini présente le récapitulatif définitif des licences et affiliations de la saison 2018/2019 :

- ✓ Licences :
 - Nombre de licences saison 2018/2019 : 365 279 dont 9 014 licences migration
 - Licences Saison 2018/2019 en valeur : 5 284 441,78 €
 - Les impacts comptables de la saison 2018/2019 sont :
 - Part Ligues + FFN : 6 348 036,8 €
 - Part Ligues : 2 488 790,9 €
 - Soit un impact final pour la FFN de 3 859 245,9 €
- ✓ Affiliations
 - Nombres de clubs affiliés Saison 2018/2019 : 1 299 clubs affiliés
 - Soit 368 900 €

2.3 - Point sur la prise de licences au 28 novembre 2019 de la saison 2019/2020

Marie Le Ber précise que la Fédération enregistre aujourd'hui une avance de 400 000 euros de date à date. Un important effort de 350 000 euros reste à réaliser afin d'atteindre les objectifs fixés.

Bernard Dalmon présente les tableaux du comparatif des licences, à ce jour, et met l'accent sur le panier de 34 842 licences supplémentaires de date à date. Ces tableaux sont aujourd'hui disponibles sur Extranat (en annexe).

Hypothèses et impact sur le résultat 2019 :

- Lors de l'établissement du budget 2019, l'objectif valorisé des licences a été fixé à 5,8 m€.
- Au regard des sources d'économie identifiées ci-dessous, l'objectif a été révisé à 5,493 m€.

Services fédéraux	Informatique	43 000
	Evènementiel	45 000
	Développement (Eveil aquatique, activités estivales)	38 000
	Labellisation / contractualisation	-12 000
	Retard de la vente du 14ème	-64 000
	Equipement (Geofocus)	9 000
	Masse salariale	-21 000
	Produits financiers	169 000
Sportifs	PPF	20 000
	Plongeon	10 000
	Eau Libre	7 000
	CM FINA	100 000
	Championnat de WP	-48 000
	Natation Course	42 000
	Primes	-31 000
Total de		307 000

- Pour atteindre cet objectif, nous devons avoir encaissé 5,357 m€ au 15/03/2020.

Licences perçues au 14/09/2019 (saison 18/19)	5 284 442 €
Part de ces licences sur 2019	3 930 442 €
Montant pour atteindre l'objectif révisé	1 562 558 €
Montant des licences à percevoir au 15/03/20 sur saison 19/20	5 357 342 €

Laurent Ciubini précise que les efforts doivent cependant être poursuivis. Les clubs qui ne rempliraient pas le 100 % licences seront directement contactés soit par leur Président de ligue soit par la Fédération, à la demande des ligues.

Gilles Sezionale confirme qu'effectivement le travail n'est pas terminé et que la Fédération ne doit pas relâcher ses efforts.

Si les clubs n'avaient pu s'approprier complètement l'année dernière la réforme de la licence, il leur a été possible cette année de le faire et d'anticiper la prise de licences par leurs adhérents.

Dominique Cupillard demande si un document récapitulatif sur la prise de licences existe, notamment pour la natation artistique.

Laurent Ciubini répond qu'un document explicatif sera élaboré pour chaque discipline où il est nécessaire.

2.4 - Validation de la répartition des aides financières de la Labellisation (en annexe)

Laurent Ciubini rappelle que le budget prévisionnel était de 195 000 Euros. Une politique plus égalitaire a été effectuée notamment par un contrôle plus strict et 165 000 Euros pourront être redistribués.

Il est aujourd'hui nécessaire de partager cette répartition, que les Présidents de Ligues puissent vérifier leur partie spécifique et faire remonter leurs éventuelles remarques dans un souci d'égalité.

Le Bureau valide à l'unanimité la répartition des aides financières de la labellisation.

2.5 - Validation de la répartition des aides financières du plan « J'apprends à nager » (en annexe)

Laurent Ciubini rappelle qu'en raison d'un budget contraint, le montant de l'indemnité complémentaire par pratiquant licencié est passé de 17 à 13€. Très peu de retours négatifs ont été enregistrés suite à cette mesure, notamment au regard des fonds mis à disposition par l'Etat, qui a permis de rester dans le budget alloué.

Gilles Sezionale précise qu'effectivement le but de cette décision était de stabiliser « les fondations » et de ne pas accroître le risque financier.

Le Bureau valide à l'unanimité la répartition des aides financières du plan « J'apprends à nager ».

2.6 – Validation du versement des aides complémentaires de la Contractualisation

Laurent Ciubini rappelle que sur les 7 ligues qui ont signé cette contractualisation, chacune d'entre elles a déjà perçu 5 000€, auxquels s'ajoutera l'aide complémentaire suivante, calculée en fonction de la réalisation d'objectifs clairs fixés par la Fédération :

- Auvergne Rhône-Alpes :	+ 4 000 €
- Bourgogne Franche-Comté :	+ 3 500 €
- Centre Val de Loire :	+ 1 500 €
- Ile-de-France :	+ 0 €
- Hauts de France :	+ 2 750 €
- Normandie :	+ 4 158 €
- Bretagne :	+ 3 032,50 €

Soit un total de 53 446 €.

Gilles Sézionale rappelle qu'une politique fédérale se co-construit avec le concours des Ligues qui doivent la mettre en pratique, l'impulser. Des échanges constructifs doivent se tenir entre les Ligues afin d'insuffler une dynamique nationale. La FFN sait également que certaines Ligues dégagent des réserves financières substantielles. La contractualisation évoluera en fonction de nos rentrées d'argent.

Patrick Perez précise que les épargnes substantielles enregistrées par certaines structures ne sont plus de mise auprès des collectivités et du Ministère car la volonté de l'Etat est de ne plus octroyer de subventions à celles qui ont des réserves.

Serge Brunet estime que la contractualisation a tout son sens et que cette démarche doit être développée dans le futur. Il souhaiterait qu'un audit, notamment financier, soit réalisé dans toutes les ligues.

Julien Ville : le sport est conditionné maintenant par l'Agence Nationale du Sport. La contractualisation à son avis est vouée à disparaître car tous les financements seront octroyés à l'avenir par le biais d'appels à projets, tel que le PSF. Les ligues devront ainsi rationaliser leurs moyens sous le sceau de la FFN. L'Agence Nationale du Sport financera exclusivement le sport de très haut niveau, avec sans doute la mise en place d'un haut-commissariat pour le contrôle des projets. Une réflexion est donc à mener sur le devenir du développement. Le paysage politique sportif est en train de changer considérablement. Les fédérations devront justifier à l'avenir de leur gestion et de leur administration.

Laurent Ciubini répond que la contractualisation doit perdurer comme cadre de l'aide fédérale, à l'instar de la CO pour la FFN via l'Agence. En complément et dans l'optique de ce que dit très justement Julien Ville, il faudra se préparer à répondre à des commandes verticales, telles le PSF. Lors du prochain mandat, les aides pourront évoluer.

Bernard Dalmon informe que les appels à projet sur le « Plan d'Aisance Aquatique » arrivent dans les ligues.

Gilles Sézionale informe également que le CIAA travaille avec la volonté d'aller rapidement vers un produit commun à toutes les Fédérations membres. Le CIAA est aujourd'hui une véritable institution reconnue et son potentiel est énorme.

Laurent Viquerat s'interroge sur l'aide allouée de 20 k€ à la FFN pour le PSF. Est-elle suffisante et la Fédération est-elle satisfaite des premiers résultats ?

Laurent Ciubini explique que la subvention de 20 000€ a été utilisée comme suit : 15 000 euros pour le choix de l'Agence de communication et les 5 000€ restants pour les frais de déplacement. L'année prochaine, le montant de la subvention sera identique et servira à financer la mise en place d'une plateforme informatique qui permettra aux clubs de créer ou de compléter leur projet de développement. Le PSF est une commande ministérielle et la Fédération est très satisfaite de son accompagnement par l'Agence qui va dans le sens de l'aide apportée aux clubs.

Le Bureau valide à l'unanimité le versement des aides complémentaires de la contractualisation.

3. Affaires Administratives

3.1 – Validation du calendrier électoral

Christiane Guérin précise que le déroulé de la procédure des élections 2020 des Ligues et de la Fédération est présenté à titre informatif, sous réserve de sa validation par la commission juridique puis par le comité directeur du 31 janvier 2020.

Le calendrier pré-période électorale :

- Février – mars 2020 : procédure d'appel d'offre prestataire
- Avril 2020 : présentation à l'assemblée générale
- 2 août : communication officielle / confirmation de la période électorale
- Entre le 2 août et le 2 octobre 2020 : les ligues communiquent leur date d'Assemblée Générale
- Entre le 3 et le 10 octobre 2020 : Réunion du Comité Directeur pour valider les dates des AG des ligues
- 12 octobre 2020 : validation et publication par la commission de surveillance des opérations électorales :
 - o Des listes candidates (qui devront avoir été transmises au préalable) ;

- De la liste des clubs admis à voter et leur nombre de voix (1 licence = 1 voix) dernier délai pour publication des listes de candidats.

Période électorale :

- Du 2 novembre au 2 décembre 2020 dans les Liges :
7-8, 14-15, 21-22, 28-29 novembre 2020
Matin : élection du comité directeur régional et ensuite des délégués aux AG
Après-midi : Assemblée élective (en présence d'un huissier qui disposera dans une salle dédiée d'un ordinateur contenant le logiciel de vote électronique)
- Dépouillement et proclamation des résultats le 5 ou 6 décembre 2020 au siège de la fédération par la commission de surveillance des opérations électorales

Denis Cadon remarque qu'il manque la date limite de dépôt des listes.
Celle-ci sera définie ultérieurement.

En réponse à Anne-Michèle Melgrani, Christiane Guérin confirme que l'huissier désigné par la Fédération et présent lors de chaque Assemblée Générale Elective régionale, sera pris en charge par la Fédération.

Christiane Guérin précise que la Ligue de Nouvelle Calédonie, ainsi que Tahiti, ont comme impératif de tenir leur Assemblée Générale Elective avant l'Assemblée Générale Territoriale ce qui les contraint à tenir deux Assemblées Générales.

3.2 - Retour sur le regroupement des Liges des 15 et 16 novembre

Toutes les présentations ont été adressées (documents en annexe). Christiane Guérin demande maintenant le ressenti de chacun et les remarques éventuelles sur cette réunion.

Serge Brunet souhaite que le prochain regroupement se tienne avant l'été et que les Présidents puissent venir accompagnés, peut-être, de leur agent de développement.

Christiane Guérin confirme qu'effectivement certains Présidents ont émis le souhait d'être accompagnés par une personne lors de cette réunion.

Dans le même esprit, Laurent Viquerat regrette que les membres du Comité Directeur ne puissent pas assister, s'ils le souhaitent, à ce regroupement.

Patrick Perez estime qu'il est primordial que le séminaire des Présidents de Liges se fasse exclusivement en présence des Présidents de Liges. Ce regroupement à son sens est politique et son niveau d'informations est différent des autres réunions.

Denis Cadon rappelle qu'en raison de temps d'échanges réduits en comité directeur ou en assemblée générale, il serait peut-être judicieux que certains soient présents pour partager ces moments forts.

Dominique Cupillard rejoint les propos du Président et estime que ce temps privilégié entre le Président et les Présidents de Liges est primordial. Elle précise également que les commissions ont aussi pour travail d'évoquer la vie sur le terrain, de partager les expériences.

Bernard Dalmon souhaite que lors de sa prochaine tenue, l'ordre du jour laisse une plus large place à un moment d'échanges entre les Liges, notamment sur leur mode de fonctionnement car aujourd'hui elle est essentiellement axée sur une information descendante de la Fédération vers les Liges.

Il revient également sur le rôle primordial des commissions et estime que certaines ne fonctionnent pas de manière satisfaisante. Le travail doit être fait en amont afin que les décisions puissent être prises en Bureau ou en CODIR. Les commissions doivent s'approprier leur projet et apporter leur pierre à l'édifice.

Suite aux souhaits exprimés, Gilles Séziane répond que pour lui cette réunion est un moment privilégié d'échanges avec les Présidents de Liges et qu'il n'est pas souhaitable que les membres du Comité Directeur ou d'autres intervenants y assistent. Pour l'instant ce format est satisfaisant.

Laurent Ciubini propose que les agents de développement soient réunis au cours d'une réunion spécifique.

3.3 – Validation du collectif Extranat 2019/2020 (en annexe)

Le Bureau valide à l'unanimité le collectif Extranat pour la saison 2019/2020.

3.4 – Validation des désignations des Juges Arbitres et Starters saison 2019-2020 (en annexe)

Denis Cadon met l'accent sur les contraintes importantes liées à la désignation (lieux d'habitation/compétition, disponibilités, mixité).

Le Bureau valide à l'unanimité la désignation des juges-Arbitres et starters pour la saison 2019/2020.

3.5 – Affaires juridiques : Demandes exceptionnelles d'exonération de droits de transfert

- Demande d'exonération des droits de transfert de Blandine Bouquerel, espoir, qui a quitté, pour raison exceptionnelle, le club de Moreuil Natation pour rejoindre les Vikings de Rouen ;

Accord unanime du Bureau.

- Demande d'exonération de la part fédérale des droits de transfert, à hauteur de 1 500€ de :
 - o Milan Vlaovic
 - o Alessandra Devillard
 - o Sébastien Gromada

La raison de cette demande est le décalage entre la date de diffusion sur Extranat et la sortie des listes ministérielles de haut niveau.

Accord du Bureau – 1 contre : Laurent Viquerat.

3.6 – Evènementiel : Validation du circuit EDF Aqua Challenge 2020

- 9 étapes reconduites : Cannes, Bordeaux, Marseille, Toulouse, Quiberon, Annecy, Paris, Martigues et Nice
A noter que la Ville de Rouen ne s'est pas repositionné.
- 4 nouvelles étapes :
 - o St Pierre des Caraïbes en Martinique
 - o Lyon (site de Décines)
 - o Embrun
 - o Millau (dans l'attente de leur réponse relative aux 100 % licences)
- 8 étapes labellisées EDF Aqua Challenge :
 - o Dunkerque
 - o Hossegor
 - o Macon
 - o Troyes (Lac d'Orient)
 - o Chalon-sur-Saône
 - o Fiumorbu (Corse)
 - o Six-Fours
 - o Saint Jean de Mont
- 3 autres « étapes partenaires » couplées à d'autres organisations :
 - o La Seyne sur Mer
 - o Mandelieu
 - o Cagnes sur Mer

En ce qui concerne l'étape de Dunkerque, Dominique Cupillard informe que des démarches sont en cours avec une date au mois de mai sur la plage de Malo les Bains.

Anne-Michèle Melgrani estime que le site de Fiumorbu n'est pas le plus adapté et souhaite trouver un autre site sur Ajaccio pour l'an prochain.

Le Bureau valide ce circuit.

En ce qui concerne la deuxième édition des Championnats de France en Eau glacée, Laurent Ciubini demande au bureau de se prononcer sur la validation du site de Samoëns en Haute Savoie du 28 février au 1^{er} mars 2020.

Denis Cadon souhaite des précisions sur les officiels exigés sur ce championnat. Il se rapprochera de Jean-Paul Narce en ce sens.

Le Bureau valide l'organisation de ces Championnats du 28 février au 1^{er} mars 2020 à Samoëns.

3.7 – Point sur le CAO

Laurent Ciubini fait le point sur l'évolution du dossier du futur CAO.

En ce qui concerne le résultat de l'appel d'offres, le jury ne souhaite pas donner d'information avant le 4 décembre prochain. D'autres propositions sont attendues car les 3 groupements retenus ont proposé une enveloppe budgétaire beaucoup trop importante.

Le montant de l'investissement initialement prévu à 101 millions sera également réévalué.

Le décisionnaire final est Patrick Ollier, Président du Grand Paris, même si le comité de pilotage est également composé de la Mairie de Paris, Solideo etc....

Denis Cadon fait remarquer que l'enveloppe budgétaire ne représente qu'un quart du projet de Tokyo 2020.

4. Affaires sportives

4.1 – Projet de réforme des transferts

Laurent Viquerat présente le projet de réforme des transferts proposé par la Commission fédérale du Haut Niveau. Il fait part de son regret de ne pas avoir eu le temps d'associer les commissions sportives pour cette élaboration. Cette nouvelle procédure, proposée exclusivement aujourd'hui pour la natation, a pour but de simplifier le système en le rendant plus juste et en lissant les inégalités. Ce système est adaptable au sport chronométrique et permettra au club de savoir ce qu'il doit payer.

Cette réforme est proposée pour plusieurs raisons :

- Les clubs formateurs ne sont pas assez récompensés :
 - o A ce jour, partage des indemnités de formation avec la Fédération
 - o Perte de leurs nageurs au bénéfice des CAF ou clubs excellences sans contrepartie s'il y a un transfert
- Les listes ministérielles ne représentent pas toujours la valeur intrinsèque du nageur :
 - o Pour les SNH : classement dans une compétition internationale
 - o Pour le collectif national : Participation à une compétition internationale ou référence chronométrique
 - o Espoirs : à partir des rankings (5 premiers de chaque épreuve)
- Le calendrier engendre des problèmes :
 - o Prise de la licence à partir du 16 septembre
 - o Date de parution des listes ministérielles le 1er novembre

Actuellement :

- La période de transfert est calquée sur la saison sportive
- 2 transferts sont autorisés (possibilité de transfert exceptionnel)
- Transfert non payant
- Une indemnité de formation versée uniquement pour les nageurs appartenant à une liste ministérielle, au club quitté et répartie en intégralité pour la liste Elite et 50%/50% pour les autres listes.

(Voir tableaux des transferts de haut niveau 2018 et licences compétiteurs 2018-2019 en annexe)

Le projet proposé :

- Pour les compétiteurs 11 ans et plus, création de 2 périodes :
 - o Une période dite « normale » du 16 septembre au 31 octobre inclus
 - o Une période dite « exceptionnelle » du 1er novembre au 15 septembre inclus
- Frais de transfert :
 - o Période dite « normale » : 10 € (Frais administratif)
 - o Période dite « exceptionnelle » :
 - Jeunes : 100 €
 - Juniors, seniors et maitres : 200 €
 - Reversé au club quitté
 - Exonérations : Raisons sociales et cas exceptionnels
- Indemnité de formation :
 - o Calculée à partir de l'Indice Mondial de Performance
 - o Création de plusieurs catégories de performance
 - o Parution des listes des sportifs début septembre après la dernière échéance internationale
 - o Si un nageur venait à changer de club durant la période dite « exceptionnelle », l'indemnité sera calculée en fonction de :

- La date de la demande
- La dernière performance réalisée si cette dernière est meilleure que celle de la saison précédente
- Le Club quitté ainsi que les clubs précédents peuvent prétendre au versement par le Club d'accueil d'une compensation dite indemnité de formation
- L'entière du montant de l'indemnité de formation est répartie entre tous les Clubs dans lesquels le sportif a évolué au moins une saison sportive entière, au prorata du nombre de saisons passées au sein de chaque Club à compter de la catégorie jeune : 11 ans chez les filles et 12 ans chez les garçons
- Elle est payable au changement de club

(Voir tableaux par catégories en annexe)

Denis Cadon trouve l'analyse très juste. Il estime néanmoins que le coût des transferts dits exceptionnels n'est pas assez élevé.

Christiane Guérin propose que la partie indemnités de formation soit présentée à l'Assemblée Générale car il s'agit d'un geste fort à destination des clubs formateurs. Actuellement, il n'est pas envisageable de retenir une période de transfert, de même que les frais envisagés par Laurent Viquerat ne sont pas une option sur la table. Cette proposition ne sera donc pas retenue. Elle met également l'accent sur les situations familiales parfois compliquées qui doivent être prises en compte.

Laurent Ciubini rejoint les propos de Christiane car si le geste envers les clubs formateurs est très positif, la partie liée au transfert n'est pas souhaitable pour l'instant. Il s'agit d'une mesure trop négative pour un gain financier peu important.

Gilles Sezionale est dubitatif quant aux périodes et aux cas particuliers mais il partage l'idée de valoriser et de récompenser les clubs formateurs dans un premier temps.

Laurent Viquerat ajoute qu'il faut également travailler sur l'adaptation de cette proposition aux autres disciplines, notamment en termes de double licence, et sur la manière de valoriser le nombre d'années passées dans le club formateur.

En ce qui concerne l'adaptation aux autres disciplines, Julien Issoulié pense que l'idée serait de prendre en compte les sélections en équipe France.

Patrick Perez estime que l'indemnité de formation n'a rien à voir avec le transfert.

Denis Cadon préférerait que l'on propose un package complet.

Après débat, il est proposé de continuer à travailler sur ce projet pour une présentation de sa version finale au Comité Directeur de janvier, en axant celui-ci uniquement sur les indemnités de formation et en l'élargissant aux autres disciplines.

4.2 – Organisation de l'Open de France de Natation Artistique

Dominique Cupillard fait un point sur l'organisation de la prochaine édition de l'Open de France de Natation Artistique qui se tiendra du 6 au 8 mars 2020 à Paris à la piscine Georges Vallerey. Ce retour au cœur de Paris sera un argument de taille pour la venue des meilleures équipes en préparation des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 et Paris 2024 ; il n'entache en rien les relations nouées avec Est Ensemble et la ville de Montreuil qui ont accueilli les 8 premières éditions, puisque d'autres actions perdurent au travers d'une convention cadre.

Pour l'édition 2020, plus de 250 nageurs et nageuses sont attendus, représentant 30 délégations issues des 5 continents. L'Open de France de Natation Artistique est aujourd'hui une étape phare des FINA World Series depuis 2017, date de la création de ce circuit mondial regroupant les meilleurs événements existants. Cet événement s'est tenu à guichets fermés sur les 5 dernières années avec plus de 2000 spectateurs pendant 3 jours.

A noter que les transports, l'hébergement et la restauration seront gérés par la société partenaire de l'événement Spartner, à titre d'essai.

Les tarifs de la billetterie sont adoptés par le Bureau.

Laurent Ciubini souhaiterait magnifier cet événement et le ramener à l'équilibre.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

4.3 - Organisation de l'Open de France de Natation 2020

Laurent Ciubini informe que deux sites sont actuellement à l'étude : Sceaux (une étude est en cours sur la portance du sol et l'homologation du bassin reste à vérifier) et le parc de la Villette à Paris. Les dates arrêtées sont les 20 et 21 juin. Dans l'hypothèse où aucun lieu ne serait trouvé, la Fédération devra se positionner rapidement afin de communiquer sur la tenue ou non de cet Open de France en 2020. La saison étant déjà bien avancée, la décision sera prise en janvier.

Gilles Sezionale estime qu'une organisation à Paris serait un atout majeur pour cette compétition.

4.4 – Organisation des Championnats de France 50m à Chartres

Christiane Guérin informe qu'il a été convenu avec Chartres Métropole de mettre l'accent sur les Championnats de France, qualificatifs aux Jeux Olympiques de Tokyo.

Plusieurs journées thématiques seront organisées.

Cette décision s'explique suite à la scission de l'ancien club de Chartres en 2 clubs distincts dont la mise en place est compliquée. L'organisation de cette édition sera exceptionnellement portée par la Fédération. La billetterie revenant donc en totalité à la FFN, la gratuité des places devra être revue à la baisse, avec un objectif de recettes fixé à 85 000€ afin de tenir les objectifs budgétaires. Le budget total est estimé à 80 000€ pour la Fédération.

5. Questions diverses

5.1 – Appel d'offres TV

Patrick Perez fait le point sur l'avancement des négociations. Nous sommes actuellement en négociation avec BeIn et Eurosport, tous deux intéressés.

5.2 – Modalités de sélection de Natation Artistique (en annexe)

Julien Issoulié présente les modalités de sélections "Juniors" et "Sénior" de la natation artistique pour la saison 2019-2020. Il rappelle que ces mêmes modalités ont déjà été validées par le Comité Directeur. Elles sont néanmoins présentées aujourd'hui sous un nouveau format afin d'être adressées pour validation au CNOSF.

Le bureau valide les modalités de sélection de la natation artistique.

5.3 – Propositions d'ajustements au règlement sportif Eau Libre 2020

Le Bureau souhaite que la partie financière de la proposition d'ajustements au règlement sportif Eau Libre 2020, relative à la modulation des primes, soit revue, avant présentation pour validation au prochain Comité Directeur de janvier.

Christiane Guérin rappelle que l'AG est souveraine sur le règlement financier qui ne peut pas être modifié dans une autre instance

5.4 - Validation des records et Meilleures Performances Françaises 2019

Julien Issoulié présente à la validation du Bureau les tableaux des records et meilleures Performances Françaises 2019 (voir tableau récapitulatif en annexe).

Compétitions ISL : Dès lors que les systèmes de chronométrage et contrôles antidopage sont en place, les compétitions sont alors visibles dans le calendrier FINA et des records peuvent être battus et validés.

5.5. – Organisation de la Direction du Water-Polo

Julien Issoulié fait part de l'arrêt des missions d'Irène Ottenhof en qualité de Directrice du Water-Polo. Dans l'attente d'une nouvelle organisation, il sera le référent au sein de la Direction du Water-Polo, assisté de Yann-Even Grall.

5.6 – Modalités de sélections aux JO 2020

Julien Issoulié reprend les modalités de qualification aux JO des disciplines (Natation course, Natation artistique, Plongeon et water-polo) déjà présentées en comité directeur. En revanche, elles sont aujourd'hui au format nécessaire à la présentation par le CNOSF en Commission Consultative des Sélections Olympiques.

Le bureau valide ces modalités de sélection.

5.7 - Calendrier institutionnel

- La réunion du Comité Directeur à Clichy prévue initialement le vendredi 24 janvier est reportée au vendredi 31 janvier 2020, en raison de la tenue des Championnats d'Europe de Water-Polo à Budapest
- Vendredi 20 mars 2020 (après-midi) et samedi 21 mars 2020 (matin) : Réunion du Comité Directeur à Marseille
- Vendredi 24 et samedi 25 avril 2020 : Assemblée Générale à Deauville

5.8 - Notes mensuelles d'actualité (en annexe)

Christiane Guérin tient une nouvelle fois à remercier les salariés pour la qualité et l'intérêt de ces notes d'actualités toujours très appréciées des membres du Comité Directeur.

5.9 – Candidatures pour la liste FFN 17 de Natation Course

Denis Cadon informe que l'appel à candidatures pour l'inscription sur la nouvelle liste FFN 17 des officiels de Natation Course a été adressé début novembre. Plusieurs ligues n'ont à ce jour pas encore répondu.

Christiane Guérin rappelle que le déplacement des officiels est à la charge de leur Ligue respective.

5.10 – Divers

Laurent Viquerat regrette que la carte des Internationaux de Natation n'existe plus. Cette carte était une reconnaissance de la carrière sportive des anciens internationaux et permettait d'accéder aux compétitions nationales.

Laurent Ciubini informe que lors des prochains Championnats de France de Chartres un athlète emblématique sera invité et associé en guest star chaque jour.

L'ordre du jour étant épuisé, Gilles Sézional clôt les travaux du Bureau en remerciant les participants pour la richesse des débats. Tous les indicateurs sont positifs, les réformes sont en marche et d'autres restent encore à mener.

Il souhaite à tous d'excellentes fêtes de fin d'année.

La séance est levée à 15h45

La Secrétaire Générale
Christiane GUERIN

Le Président
Gilles SEZIONALE